

ON S'ABONNE ?

PARIS, rue du Croissant, 12.  
 DÉPARTEMENTS et ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.  
 ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.  
 ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delizy, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, Lombard Street, E. C.  
 AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

APRES BOURSE  
 QUATRE HEURES

	Haussée	Baisse
3 0/0 .....	79 45	» 40 »
3 0/0 amortiss. .	81 15	» 50 »
4 1/2 0/0 1883. .	108 90	» 35 »
Cons. anglais. .	100 5/16	1/8 »
Italie. . . . .	94 65	» 55 »
Flor. autric. (or). .	87 1/4	» » »
Esp. Extér. nouv. .	56 5/16	1/4 »
Egyptien 6 0/0. .	323 75	3 75 »
Ch. Égyptiens. .	445 »	5 » »
Turc 4 0/0 (nouv.).	13 95	» 40 »
Banque ottomane	482 50	2 50 »

DERNIÈRES NOUVELLES

PARIS, 16 OCTOBRE

DERNIÈRE MANŒUVRE MINISTÉRIELLE

En recevant la circulaire de M. Allain-Targé, ministre de l'intérieur, le préfet de la Sarthe, frère dudit ministre, s'est empressé de faire placarder une affiche ainsi conçue :

Certains journaux et certaines personnes répandent de fausses nouvelles et annoncent notamment que la guerre est recommencée, et que 8,500 hommes de renfort vont être envoyés au Tong-King.  
 Ces bruits sont inexactes, et il est de mon devoir de les démentir formellement. Il est de mon devoir de déclarer, pour la liberté des élections et la sincérité du vote, que la publication de toute fausse nouvelle, comme toute tentative de corruption et d'intimidation, sera poursuivie conformément aux lois.

Cette affiche du préfet de la Sarthe, commentaire et amplification de la circulaire ministérielle, constitue une grosse tentative d'intimidation.

En la rédigeant et en la placardant, le préfet de la Sarthe n'a sans doute fait qu'obéir aux instructions secrètes de son frère.

C'est, du reste, le renouvellement de certaine manœuvre électorale officielle et républicaine, qui fut pratiquée lors des précédentes élections. Alors comme aujourd'hui, les gens du gouvernement républicain menaçaient de poursuivre ceux qui parleraient de campagne électorale. Ils ne poursuivirent personne, mais ils firent la campagne de Tunisie. — C'est la même comédie qu'ils essayent de jouer.

Nous nous bornons à leur renvoyer leurs observations.

Les tentatives d'intimidation, venant de la part des fonctionnaires, sont passibles de poursuites comme toutes les autres.

Nous engageons donc nos amis à noter et à faire connaître toute tentative d'intimidation ou de corruption dont les agents du gouvernement se rendraient coupables dans leurs départements.

INTÉRIEUR

La messe solennelle de rentrée des cours et tribunaux de Paris, dite Messe rouge, a été, selon l'usage, célébrée ce matin, à onze heures à la Sainte-Chapelle.

Les gardiens du palais et une brigade de gardiens de la paix, sous le commandement de l'honorable commandant Lunel, faisaient le service d'ordre.

Le cortège s'est formé dans la salle des Pas-Perdus, et s'est dirigé vers la Sainte-Chapelle.

Nous avons constaté l'absence de tout appareil militaire.

Mgr Richard présidait la cérémonie. La messe a été célébrée par M. l'abbé Caron, vicaire général, archidiacre de Notre-Dame.

M. Brisson, garde des sceaux, n'assistait pas à la cérémonie.

A l'issue de la messe, la Cour de cassation et la Cour d'appel se sont réunies dans leurs chambres respectives en audience solennelle. Les discours d'usage ont été prononcés, à la Cour de cassation, par M. l'avocat général Roussier, qui a prononcé l'éloge du constituant Thourou, qui fut président de la section criminelle du tribunal de cassation.

A la Cour d'appel, M. l'avocat général Calary avait pris pour sujet : L'avocat vu du siège du magistrat.

Les audiences solennelles ont été levées à une heure.

Mgr Castillon, évêque de Dijon, est en ce moment gravement malade.

On se souvient qu'il a récemment nommé évêque, l'état de santé de Sa Grandeur avait déjà motivé un retard de plusieurs mois dans la cérémonie du sacre. Depuis, Mgr Castillon s'était un peu rétabli, sans que toutefois son état fût complètement satisfaisant.

Monsieur à éprouvé dernièrement une rechute, qui aujourd'hui inspire les plus graves inquiétudes.

MM. les vicaires généraux viennent de demander, par une circulaire, au clergé et aux fidèles du diocèse de Dijon, des prières pour le prélat.

Le général de Courcy vient de porter à l'ordre du jour de l'armée du Tong-King la société l'Union des femmes de France.

En Orient

Constantinople, 16 octobre.

Contrairement aux bruits répandus par les journaux de Londres et de Vienne, le gouvernement ottoman n'a pas reconnu et n'est nullement dans l'intention de reconnaître l'union de la Roumélie et de la Bulgarie.

Aujourd'hui, a eu lieu une réunion des ministres pour délibérer sur la note des ambassadeurs.

Dans les cercles politiques de Stamboul, on considère la note comme satisfaisante.

Les délégués bulgares ont demandé une audience aux ambassadeurs d'Allemagne et de Russie, qui ont refusé de les recevoir.

# LA PATRIE

Londres, 16 octobre.

On télégraphie d'Athènes, 15 octobre, que d'après certaines informations, le prince Alexandre aurait quitté Philippopolis, à la tête de son armée, et marcherait sur Andrinople.

INFORMATIONS

M. le baron de Rothenham, premier secrétaire d'ambassade, vient d'être accrédité en qualité de chargé d'affaires d'Allemagne à Paris.

Cette désignation vient à l'appui de ce que nous disions, à savoir que le nouveau titulaire de l'ambassade, M. le comte de Munster, n'était pas à la veille de quitter définitivement Londres pour prendre possession de son nouveau poste à Paris.

\*\*\*

D'après les relevés des agents des contributions directes, il existait à Paris 42,000 appartements non loués.

42,000 logements sur 75,000 immeubles, c'est une assez jolie proportion.

Cette proportion vient encore de s'augmenter. On calcule, en effet, que pour le terme d'octobre, le chiffre des déménagements a dépassé de 1,450 environ celui des aménagements.

Cela veut dire que 1,450 familles ont quitté Paris pour se retirer, soit en province, soit dans les communes de la banlieue.

En admettant que chacune de ces familles soit composée de quatre à cinq personnes — c'est la moyenne ordinaire — on voit que la population de Paris vient de diminuer encore de 6,000 âmes.

Une erreur typographique s'est glissée à la fin de notre article d'hier : Comme en l'an V.

Au lieu de : « Quelques années après, nous avions le 18 Brumaire », il fallait lire : « Quelques mois après ».

En effet, les élections auxquelles nous faisons allusion avaient eu lieu en l'an VII (1798), et le coup d'Etat du 18 Brumaire fut exécuté en l'an VIII (1799).

Une manœuvre ministérielle

La ridicule circulaire que le ministre de l'intérieur a adressée aux préfets des départements où ont lieu des ballottages ne lui a pas paru suffisante pour la Charente-Inférieure.

Il vient, en conséquence, et spécialement pour ce département, d'écrire la lettre suivante à M. le sénateur Mesuret :

MINISTRE DE L'INTÉRIEUR  
 CABINET DU MINISTRE  
 Paris, le 14 octobre 1885.  
 Mon cher sénateur,

On me dit que certains bonapartistes ou royalistes de la Charente-Inférieure ont l'audace de menacer les fonctionnaires de la République qui font leur devoir en montrant leur fidélité au gouvernement et en servant la politique de concentration qui est celle du cabinet.

Je n'ai pas besoin de vous dire que je ne pense de cette façon. Mon intention est de vous le démontrer par la lettre que je vous envoie.

Celle de mes collègues est de ne pas permettre qu'on déserte le poste auquel on se trouve, qu'on soit au premier ou au dernier rang.

Quant aux fonctionnaires, nous ne voulons pas qu'ils abusent de leur autorité, mais nous comptons sur leur loyauté, et ceux-là seuls auront à craindre des rigueurs qui auront, de façon ou d'autre, fait les affaires des ennemis de la République.

Croyez-moi, mon cher ami, votre bien dévoué,

Le ministre de l'intérieur,  
 Signé : ALLAIN-TARGÉ.

Cette lettre commence par une simple insinuation. Qu'est-ce que c'est que ces prétendues menaces attribuées à « certains bonapartistes ou royalistes », et dont M. Allain-Targé parle avec une légèreté que suffit à peine à expliquer l'état mental où se trouve depuis le 4 octobre le gouvernement républicain ?

Il faut reconnaître, d'ailleurs, que le ministre de l'intérieur n'a accueilli son inventé cette fable que pour avoir un prétexte à écrire ce qui suit, et pour motiver l'avertissement comminatoire contenu dans la fin de sa lettre.

Les fonctionnaires sont donc prévenus. Ce que leur gouvernement attend de leur zèle, ce n'est pas qu'ils se désintéressent du résultat des élections : bien loin de là ; mais c'est qu'ils aient soin de faire les affaires des amis de la République.

Ceux qui feront élire des rouges, sans avoir l'air d'abuser de leur autorité, et au besoin en ayant cet air, ceux-là seront récompensés. Voilà ce que cette lettre veut dire.

C'est une manœuvre ministérielle d'un cynisme achevé. Il suffit de la dénoncer à l'indignation publique.

Voici en quels termes le Journal des Débats juge l'intervention actuelle du gouvernement dans la lutte électorale :

« Le gouvernement lui-même perd la tête. Il envoie des circulaires dont le seul effet est de répandre l'alarme, et non de la calmer. Déclarer aux fonctionnaires qu'ils ne doivent pas avoir peur, c'est évidemment le moyen de les effrayer ».

Le même journal se moque sans pitié de ces misérables circulaires, dont il démontre la profonde inanité :

« Démontez, dit M. Allain-Targé, par

tous les moyens en votre pouvoir les fausses nouvelles qui circulent et celles qu'on annonce sur le Tong-King et toute autre question. » Voilà donc ces pauvres préfets dans l'obligation de se livrer à une étude aussi rapide qu'approfondie de la question du Tong-King et de toute autre question et de « démentir les événements » comme dit M. Prudhomme.

Voilà, en un mot, les préfets de M. Allain-Targé obligés de démentir les fausses nouvelles, et de formuler des démentis énergiques qu'ils ne pourront aller demander, « s'ils veulent suivre les ordres de leur chef hiérarchique, qu'à des somnambules ou à des tables tournantes ».

Les heureux effets de l'administration républicaine se font sentir chaque jour ; c'est ainsi que le maire de Nantes, en présence de difficultés administratives avec la gauche du conseil municipal, vient de donner sa démission. Deux adjoints le suivent dans sa retraite.

Nous ne serions nullement surpris que, dans son impartialité bien connue, M. le ministre de l'intérieur s'empressât de révoquer le maire et les adjoints, ne fût-ce que pour être agréables aux radicaux.

PET-DE-LOUP. --- FLEUR-DE-BARRICADE

Il y a, il y eut toujours, dans cette solennelle et grimaçante figure de M. Brisson, que les destins malicieux tenaient en réserve pour présider aux déroutes de la République, du pédagogue et de l'insurgé. Pet-de-Loup et Fleur-de-Barricade s'amalgament instructivement en cet imitateur de Saint-Just, dont une lettre maternelle nous permettait, il y a deux jours, d'apprécier la stoïque austérité ; et ils forment par là l'un des plus extraordinaires mélanges détonants que nos révolutions aient jusqu'ici produits en France.

Lorsque M. Brisson préside la Chambre, il tient la férule et il la brandit, en laissant tomber de ses lèvres pincées des formules aporistiques : c'est l'esprit de Pet-de-Loup qui le tient alors et le domine. Mais, en temps d'élections et lorsqu'il se doute que la France a quelque velléité de ne plus souffrir la discipline des régents républicains, il troque sa férule contre un fusil et il prend les airs de tête et aussi les airs de gueule de Fleur-de-Barricade.

C'est ce dont témoigne un passage de la lettre qu'il vient d'adresser à un groupe républicain du dixième arrondissement et qui, même après nos observations d'avant-hier, mérite d'être plus amplement commenté : « Seuls », écrit M. Brisson, nous pouvons garantir la paix à l'intérieur, car cette puissante démocratie ne peut plus s'accommoder que de la République. » Traduite en français passable, cette phrase veut dire que la paix à l'intérieur serait troublée le jour où la France manifesterait le désir de sortir de la République. Et qui troublerait la paix ? Ce serait cette puissante démocratie qui ne peut plus, qui ne veut plus s'accommoder d'un autre régime que le républicain ; ce serait le parti républicain lui-même. En d'autres termes, M. Brisson menace la France de la guerre civile, si elle ose, par la voix du suffrage universel, manifester l'intention de se soustraire à la domination de la secte qui l'opprime et la ruine.

Ce n'est plus là le langage de l'insigne magistrat Pet-de-Loup, célèbre pour sa sévérité mais aussi pour sa justice ; c'est celui de Fleur-de-Barricade, menaçant le gouvernement des explosions de son vieux flingot, ramassé dans le magasin d'accessoires de la Révolution.

Heureusement pour la France et pour M. Brisson lui-même, le fusil n'est pas chargé.

Nous la connaissons, cette vieille menace d'émeute, opposée depuis cinquante ans aux conservateurs chaque fois qu'ils ont eu la velléité d'accomplir sérieusement et sévèrement leur devoir civique, qui consistait à écraser les républicains sous l'expression légale de leur volonté, autrement dit sous l'avalanche de leurs bulletins de vote. Elle n'arrêta pas Napoléon III au 2 Décembre, mais elle arrêta le maréchal de Mac-Mahon après le 16 Mai. Elle fait partie de l'arsenal où les républicains, repus et même gorgés, ont remis provisoirement leurs armes. Sous l'Empire et depuis, le Siècle, que dirigea M. Brisson, s'en est servi comme d'un argument décisif toutes les fois que les affaires politiques de la bourgeoisie rouge périlliciaient. Mais l'expérience et le raisonnement sont aujourd'hui d'accord pour nous démontrer que c'est une menace vaine et que les électeurs du 18 octobre auraient tort de s'en épouvanter.

Vous nous menacez d'une émeute, pour le cas prochain où les conservateurs triomphants prendraient le pouvoir. Mais, cette émeute, qui la ferait ?

Serait-ce les opportunistes ? Ils sont trop gras. Serait-ce les radicaux ? Ils sont trop maigres.

Nous nous représentons malaisément M. Spuller prenant un fusil et M. Clémenceau marchant en tête d'une colonne insurgée : l'un est trop gros par le ventre et l'autre trop fin par l'esprit. Et quant aux foules affamées, elles sentent bien qu'un changement quelconque ne peut qu'améliorer leur sort ; elles savent, à n'en pouvoir douter, que leur misère ne peut s'accroître et que cette misère est due au gouvernement des républicains.

D'ailleurs, l'émeute serait réprimée, si elle se produisait : qu'on n'en doute pas.

Lorsque la France conservatrice et laborieuse a voulu fermement imposer le respect de sa volonté souveraine aux mauvaises têtes de Paris et des grandes villes, elle n'a jamais échoué dans cette patriotique entreprise. Que le menaçant M. Brisson se remémore les journées de Juin 48 et les journées de Mai 71. Pour sauver la société française en péril et la patrie en danger, les autorités légales conservatrices trouveront toujours des généraux sortis de l'école et des soldats sortis du sillon. Et si ces mauvais jours reviennent, et si ces cruelles nécessités se font sentir, il n'est pas très sûr que les opportunistes ne disparaissent pas dans des caves et les radicaux sur des bateaux à charbon, suivant la méthode de cette vieille fleur de barricade, plus vieille encore que M. Brisson, et qui a nom Félix Pyat.

Nous en concluons que M. Brisson le stoïque n'est pas plus à prendre au sérieux dans son rôle d'insurgé que dans son rôle de pédagogue.

Chez lui, l'autorité magistrale de Pet-de-Loup et la frénésie prudemment intolérante de Fleur-de-Barricade se condensent délicieusement dans la solennelle impuissance de Joseph Prudhomme.

pas. Lorsque la France conservatrice et laborieuse a voulu fermement imposer le respect de sa volonté souveraine aux mauvaises têtes de Paris et des grandes villes, elle n'a jamais échoué dans cette patriotique entreprise. Que le menaçant M. Brisson se remémore les journées de Juin 48 et les journées de Mai 71. Pour sauver la société française en péril et la patrie en danger, les autorités légales conservatrices trouveront toujours des généraux sortis de l'école et des soldats sortis du sillon. Et si ces mauvais jours reviennent, et si ces cruelles nécessités se font sentir, il n'est pas très sûr que les opportunistes ne disparaissent pas dans des caves et les radicaux sur des bateaux à charbon, suivant la méthode de cette vieille fleur de barricade, plus vieille encore que M. Brisson, et qui a nom Félix Pyat.

Nous en concluons que M. Brisson le stoïque n'est pas plus à prendre au sérieux dans son rôle d'insurgé que dans son rôle de pédagogue.

Chez lui, l'autorité magistrale de Pet-de-Loup et la frénésie prudemment intolérante de Fleur-de-Barricade se condensent délicieusement dans la solennelle impuissance de Joseph Prudhomme.

Pour punir les éléphants de la Somme de n'avoir pas voulu de lui, M. René Goblet vient de leur écrire une grande et horrible lettre.

Ce petit homme, qui est ragueur comme un demi-cent de roquets, est devenu énorme, épistolairement parlant : ce n'est plus un simple gobelet à faire des toars, c'est une vaste cruche. Quelle lettre ! Elle n'en finit pas. Il est certain qu'elle est dangereuse ; et si les électeurs de la Somme la lisent, ils en mourraient d'ennui. Mais ils ne la liront pas.

S'ils la lisaient, ils y verraient ceci : M. Goblet dit d'abord qu'on a voté contre les républicains parce que leur politique est détestable, ce qui est parfaitement vrai ; puis, plus loin, il affirme qu'on a eut tort de voter contre les républicains — quoique leur politique soit détestable.

Cette argumentation, où la contradiction domine, indique que le pauvre petit Goblet n'y est plus.

Mais les électeurs de la Somme ne le sauront pas, car ils se garderont bien, nous l'espérons pour eux, de lire sa lettre.

UN SOUFFLET A LA FRANCE

Notre consul en Birmanie ayant obtenu du roi Thebaw la concession, pour une compagnie française, d'une ligne de chemins de fer à construire dans les Etats de ce prince, avec garantie sur les droits de douane, le gouvernement anglais a pris ombrage, et des notes aigres-douces ont été échangées entre le roi de Birmanie et lord Dufferin, vice-roi des Indes.

Les journaux d'outre-Manche se sont emparés de l'incident et, au nom des intérêts britanniques menacés par ce qu'ils appellent l'insatiable ambition de la France, ont réclamé la déposition du souverain oriental qui se permettait d'accorder des faveurs à d'autres qu'aux sujets de la reine Victoria.

Une note comminatoire fut, en conséquence, adressée par le gouvernement de la Birmanie anglaise au roi Thebaw, dans la réponse, considérée comme hautaine et insolente, va sans doute mener à l'annexion pure et simple de ce petit Etat resté jusqu'à ce jour indépendant. Cet acte de piraterie n'a rien qui nous étonne de la part du gouvernement britannique, et nous ne nous en serions pas autrement ému, s'il n'était en réalité dirigé contre nous. Les feuilles anglaises ne laissent aucun doute à cet égard, et le ton qu'elles prennent à ce sujet est d'une arrogance intolérable.

« Lord Salisbury, dit le Daily Telegraph, vient de mettre fin aux prétentions des Français en Birmanie. Nous ne pouvions tolérer que l'influence française s'établît à Mandalay. Notre ministre des affaires étrangères a donc adressé à M. de Freycinet une protestation énergique. La réponse se faisant attendre, une nouvelle note a été envoyée et la réponse du gouvernement français a été satisfaisante. Le consul a été désavoué et les droits de l'Angleterre reconnus ».

« La prudence de M. de Freycinet est due à plusieurs causes, mais elle est due surtout au langage ferme tenu par Lord Salisbury. Si notre politique extérieure était toujours conduite de cette façon, bien des conflits seraient évités ; les puissances étrangères comprendraient, dès le début, qu'elles n'ont rien à gagner à discuter nos droits et à mettre notre patience à l'épreuve ».

On n'est pas plus insolent ! Quant au sentiment d'éternelle hostilité que la France inspire désormais à ses voisins, il fut un temps où personne n'aurait osé nous tenir un pareil langage, ou l'Angleterre aurait regardé à deux fois avant d'adresser à notre ministre des

affaires étrangères des notes rédigées sur ce ton de domination et de menace ! Ce temps est loin !

Le gouvernement de la République a non seulement ruiné la France ; il l'a discréditée au dehors, et nul n'hésite plus à nous infliger des humiliations !

La France, soucieuse de son honneur, n'oubliera pas que c'est aux hommes n'importe lesquels que le gouvernement qu'elle doit avoir reçu le soufflet que vient de lui appliquer l'arrogante Angleterre.

M. A. Franck, membre de l'Institut, vient de publier une lettre curieuse sur la situation électorale et le scrutin de ballottage.

Républicain, M. A. Franck condamne avec indignation la liste unique qu'on voit figurer des noms révolutionnaires :

Un honnête homme ne peut pas voter ce qu'il réprouve, ne peut donner son approbation publique à ce qu'il flétrit et condamne dans son for intérieur, ne peut pas se donner pour représentants dans la vie publique ceux qui ont essayé de mutiler la patrie et qui l'ont ensanglantée sous les yeux d'une armée ennemie, ceux qui réprouvent toutes les institutions fondamentales de la société, ceux qui glorifient le régime d'où est sortie la Terreur et qu'a inauguré le massacre des prisonniers, ceux enfin qui n'ont à nous offrir contre les dangers du présent et de l'avenir que le néant et le vide ou les calculs de leur convoitise.

Mais quelle est la conclusion de M. Franck ? La voici. Il conseille à ses amis de prendre la liste conservatrice comme l'autre liste et de choisir sur la première comme sur la seconde les noms qui répondent le mieux à leurs convictions.

C'est là un procédé mixte qui ne saurait nous satisfaire. Mais il faut noter que M. Franck est républicain, et c'est déjà quelque chose que de le voir faire un tel pas du côté opposé à la République.

SURVEILLONS LES URNES !

On sait ce qui s'est passé dans beaucoup de sections, comment les bureaux ont été formés, et comment, dans les départements et surtout à Paris, s'est fait le dépouillement à la suite du scrutin du 4.

C'est un scandale ! Qui dira si le scrutin n'a pas été parfois faussé ?

Les pick-pockets ne manquent pas, pendant le vote et pendant le dépouillement.

Que les conservateurs y songent. Qu'ils aient le dévouement d'user de leur droit d'électeurs, et qu'ils ne perdent pas de vue leurs adversaires, depuis l'ouverture du scrutin jusqu'à la fin du dépouillement des votes.

Surveillons les urnes !

En présence des nouvelles relatives au Tong-King et des envois de renforts, on lit dans la Ligue :

« En d'autres temps, la simple dénégation du ministère eût suffi... »

Une telle dénégation n'a plus aucune valeur, depuis les mensonges de M. Jules Ferry, — mais dont le patronne aujourd'hui les amis.

NOUVELLES DIPLOMATIQUES

La grosse nouvelle diplomatique du jour, c'est l'envoi par les puissances d'une note à la Sublime Porte, portant en substance que celles-ci ont reconnu la nécessité d'en revenir purement et simplement au statu quo ante et de rendre au sultan la liberté d'intervenir, s'il le jugeait convenable.

Sans doute, il sera pénible à la Russie de voir la Turquie faire rentrer dans l'ordre la Bulgarie manu militari, mais, entre deux dangers, elle préfère le moindre ; et le tsar, dont l'élévation politique n'a dégonflé que la sagesse, consentira plutôt à dénouer à l'union de la Bulgarie et de la Roumélie, qu'il a lui-même conseillée, à l'époque où elle aurait pu s'accomplir sans inconvénient, que de voir la Serbie et la Grèce émettre des prétentions que l'Europe ne saurait satisfaire en ce moment ? C'est hier que cette note a dû être remise au gouvernement du sultan. L'esprit, sinon les termes, en était le même, et l'accord si heureusement intervenu entre les grandes puissances n'a jamais été plus complet.

Sans doute, c'est l'alliance des trois empires de l'Est qui a guidé cette campagne, et la France et l'Angleterre n'ont fait que contre-signer, pour ainsi dire, ce que la Russie, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie avaient décidé. Mais enfin, l'accord apparent des cinq grandes puissances a été complet, et c'est à lui qu'il faut attribuer le résultat favorable de la réunion de Constantinople, qui a épargné à l'Europe la réouverture de la question d'Orient, dont la solution n'est encore mûre pour aucun pouvoir.

La récente entrevue des trois empereurs a donc été fertile en résultats heureux, puisqu'elle a éloigné de l'Europe les horreurs d'une nouvelle guerre.

Quant à la prétendue « entente cordiale », qui aurait été établie entre la France et l'Angleterre, et que les journaux officiels ont annoncée, ces jours-ci, avec un certain fracas, elle n'est pas plus réelle que les solennelles nouvelles satisfaisantes, reçues de l'Extrême-Orient. Qu'il y ait un intérêt

électoral à répandre certains bruits faux, cela se conçoit ; mais ce qui est certain, c'est que le ministère tory, à la veille des élections, ne pourrait conclure aucune alliance avec un ministère français, que les élections peuvent également renverser l'un ou l'autre.

D'ailleurs, s'il est un terrain, mal choisi pour une réconciliation sincère, entre les deux cabinets de Paris et de Londres, c'est précisément celui de l'Est, car s'il existe une question qui les divise entre toutes, c'est la question d'Orient.

Tenez donc pour non avenus les télégrammes solennels qui annoncent que l'accord actuel entre les deux pays est si intime, si complet, que M. Waddington pourra sans inconvénient s'éloigner de Londres la semaine prochaine. Celui-ci a pu prendre de l'eau bénite de cour pour des engagements formels, mais l'Angleterre n'est pas plus notre amie aujourd'hui qu'elle ne l'a été en 1870, lorsqu'il lui était si facile, par une simple action diplomatique, de faire rebrousser chemin aux armées victorieuses du roi Guillaume. Elle est de cœur et d'intérêt avec les trois Empires de l'Est, et elle se préoccupe d'autant moins de nous qu'elle nous croit plus malades et qu'elle sait notre action absolument nulle sur l'échiquier européen. Quoi qu'il en soit, je le répète, la fameuse « entente cordiale » n'est nullement rétablie, pour les raisons que je viens d'indiquer ; et si jamais elle pouvait se réaliser, ce ne serait certes pas pour la question d'Orient, qui restera toujours entre les deux pays une pomme de discorde.

CHRONIQUE ÉLECTORALE

SEINE

En dépit de leur satisfaction apparente touchant la concentration des forces républicaines, il ne paraît pas qu'au fond la joie des républicains soit aussi grande qu'ils le prétendent.

Les dissidents modérés augmentent d'une façon sensible. En effet, ceux-ci ne dissimulent plus leur mécontentement ; ils assurent que M. Tolain a... escamoté leur parti, dimanche dernier, en votant sans restriction l'union des comités, sans faire de réserves expresses sur la question du programme. On va plus loin : on dit que tout avait été prévu et arrêté d'avance par les radicaux, et que les modérés ont donné dans le piège sans s'en douter.

Ils ont ainsi contribué au succès des intrançaisants qui ne leur laisseront même pas les sept sièges gagnés au premier tour, et feront passer cinq des leurs aux



## ÉCHOS

## LA TEMPÉRATURE

## SITUATION GÉNÉRALE AU 16 OCTOBRE

En France, des pluies sont probables sur tout le littoral, elles s'étendront ensuite à l'intérieur. La température va rester au-dessous de la normale.

A Paris, il a plu hier dans l'après-midi et cette nuit.

## SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS

MANGHE. — Mauvais temps des régions Sud.

Océan. — Mauvais temps des régions Sud.

MÉDITERRANÉE. — Mauvais temps des régions Est.

Aujourd'hui, 16 octobre, le thermomètre notifié de l'ingénieur Quessin, 1, rue de la Bourse, marquait :

A sept heures du matin..... + 7 5/8  
A onze heures du matin..... + 12 5/8  
A deux heures du soir..... + 13 5/8  
Température la plus basse de la nuit + 6 5/8

Le baromètre est à 762 millimètres 5.

En dehors des élections et des événements d'Orient, la question à l'ordre du jour, dans les cercles politiques et même mondains, c'est l'élection présidentielle.

M. Grévy ayant été nommé le 30 janvier, le président nouveau doit être, d'après la Constitution, avant le 30 décembre. On s'arrêtera probablement à une date antérieure au 25, afin que les fêtes de Noël et du premier de l'An se passent en paix. Ce serait la trêve des confiseurs.

Quant à la convocation des Chambres, bien que la situation créée par le succès des conservateurs semblât pousser le gouvernement à la précipiter, il n'est pas probable qu'elle ait lieu avant le 10 novembre.

Comme nous l'avons annoncé, M. Jules Grévy demandera le renouvellement de ses pouvoirs ; mais il est inexact que M. de Freycinet doive prévenir le corps diplomatique de cette résolution. C'est à tort que tous les journaux officieux reproduisent cette nouvelle. On comprendrait à peine qu'il en parlât aux ambassadeurs et ministres étrangers qui vont le voir, comme il leur parlerait de la pluie ou du beau temps ou de tout autre chose s'éloignant de la diplomatie ; mais, comme représentant de la France, il n'a à entretenir ses visiteurs de cette éventualité que pour la leur notifier officiellement lorsqu'elle sera réalisée. Évidemment la France de 1885 n'est plus celle d'il y a vingt ans, dont la voix était si profondément en Europe ; mais enfin elle n'est pas encore réduite au rôle de demander l'avis des puissances sur ses affaires intérieures. Nous espérons bien que c'est ainsi que le comprend M. de Freycinet.

Le *Journal officiel* contient ce matin la nomination de M. le comte de Séguier, vice-consul de France à La Corogne, au poste de consul et commissaire du gouvernement français à Madagascar, en remplacement de M. Baudais, en disponibilité.

M. le comte Séguier doit partir pour Tananarive le 22 courant.

Ce départ précipité semble indiquer que des négociations nouvelles sont à la veille d'être ouvertes avec les Hovas.

Nous sommes en mesure de démentir une nouvelle qui circule en ce moment dans toute la presse française et qui est relative au prétendu voyage de l'impératrice de Russie à Bay, pour assister au mariage de la princesse Marie d'Orléans avec le prince Waldemar de Danemark. Ce voyage n'aura pas lieu, non que l'impératrice de Russie n'ait désiré assister à cette cérémonie, mais parce que la politique s'en serait emparée et que l'empereur Alexandre III, comme M. de Giers, n'a voulu éviter toutes suppositions inutiles.

L'impératrice de Russie ne viendra donc pas en France, ou si, par hasard, elle y venait, ce serait dans le plus strict incognito, comme la reine d'Angleterre quand elle traverse notre pays sous le nom de duchesse de Kent ; mais la supposition n'a rien de probable.

Ainsi que nous l'avons dit, ce n'est pas à la mairie du huitième arrondissement qu'aura lieu le mariage de la princesse Marie d'Orléans, mais à la légation de Danemark, rue de Concorde, et par l'office de M. le comte de Molik-Hvitfeldt, ministre plénipotentiaire, délégué à cet effet par le roi Christian IX.

Cette première cérémonie sera très simple, tout l'éclat de l'union étant réservé à la cérémonie religieuse, qui aura lieu au château d'Eau.

La bénédiction nuptiale sera donnée par l'archevêque de Rouen.

L'Académie française a tenu hier sa séance habituelle et a décidé que la réception de M. Joseph Bertrand aurait lieu le jeudi 20 décembre.

La date de sa séance publique annuelle a été fixée au jeudi 26 novembre.

M. Camille Doucet, secrétaire perpétuel, lira dans cette séance son rapport sur les concours littéraires.

M. Maxime Du Camp, directeur, donnera lecture du rapport sur les prix de vertu.

La fête de sainte Thérèse a été célébrée, hier, avec grande pompe, dans la chapelle des dames Carmélites, rue Denfert-Rochereau ; la messe conventuelle a été célébrée par Mgr Richard.

Avenue de Saxe, la messe a été dite par Mgr di Rendo, nonce apostolique.

M. Mollard, l'introduit des ambassadeurs à l'Élysée, vient d'être bien cruellement frappé. Il vient d'avoir la douleur d'apprendre que son fils cadet, envoyé au Tong-King avec son régiment, vient d'y mourir du choléra.

Un détail touchant concernant M. Perrin : La veille du convoi, une députation des Frères de l'École chrétienne de la rue Saint-Roch était allée demander au Théâtre-Français des cartes pour assister à l'enterrement et pouvoir pénétrer dans l'église de la Trinité.

C'est en leur demandant pourquoi ils désiraient assister au convoi qu'on apprit que M. Emile Perrin lui faisait de larges amonnes, leur prêtait des billets de loterie, leur donnait des livres et leur prêtait des costumes pour les distributions des prix.

M. Perrin n'avait jamais dit cela à personne, pas même à sa famille.

On nous écrit de Nancy : A la suite d'une discussion dans une réunion électorale, M. Maurice, commandant de gendarmerie en retraite, a envoyé ses témoins à M. Munier, maire de Pont-à-Mousson, député.

M. Munier a refusé de constituer ses témoins.

Nous avons dit que M. Phangyet-Wondack, envoyé extraordinaire de S. M. le roi de Birmanie, a remis solennellement à M. Grévy l'ordre du Saloudé, qui jusqu'à présent avait été réservé aux souverains de certaines peuplades de l'Asie.

Les insignes de cet ordre se composent d'un petit éléphant d'ivoire et d'une chaînette parsemée de rubis. Ce cadeau qui représente une certaine valeur n'a rien de désagréable pour le beau-père de M. Wilson. Mais M. Grévy serait fort embarrassé si on l'obligeait à se parer de cet ordre.

En effet la loi birmanne indique qu'il faut, pour porter dignement cette décoration, se percer les oreilles et se teindre les dents en noir !

L'Agent du Tong-King nous apporte le récit d'une représentation dramatique donnée à Hanoi :

Le succès de cette réunion a été prodigieux. Le corps expéditionnaire était brillamment représenté. Tous les fonctionnaires civils étaient présents. Les autorités annamites avaient tenu à apporter leur offrande ; le long du fleuve, le roi du Tong-King, était au premier rang ; derrière lui on remarquait le quan-an, mandarin de la justice ; le quan-bo, mandarin trésorier ; le huyen (préfet) de Hanoi et plusieurs membres de la suite du long-doc.

On a joué *Croque-Poté* et *Un monsieur prend la mouche* ; des amateurs ont chanté des airs d'opéra et des chansonnettes comiques.

La famille Cadasse a dansé une gigue fantastique à laquelle n'a pu résister la gravité des mandarins.

La représentation a été interrompue pour permettre aux dames annamites de recueillir les offrandes des spectateurs.

Pour les blessés pour les malades du Tong-King !

Lorsque cet appel est fait par des dames françaises, à quatre mille lieues de la patrie, il va droit au cœur ; aussi la quête a-t-elle été fructueuse : 255 piastres, environ 10 francs, de ce qui a été la recette totale à 696 piastres 84 centes.

Depuis, de nouveaux dons ont fait dépasser 700 piastres. Les chiffres ont une éloquence brutale. On peut juger du succès de la soirée par cette somme : 3,500 francs, à Hanoi !

Il ne faut plus rire des légendes où il est question de trésors cachés dans les vieux manoirs.

A preuve : Depuis le quinzième siècle, à Svendborgen en Fionie, une tradition constante affirme que dans une vieille maison de cette ville était caché un trésor. Il y a quelques années encore, le propriétaire, en le vendant, se réservait une clause spéciale, tous les droits sur ce trésor supposés.

Or, ces jours-ci, en démolissant cette antique maison, on a découvert dans la cave dix gros lingots d'argent très fin, quatre mille piastres de monnaie d'argent et une centaine de pièces d'or à l'effigie du roi Eric, qui régna en Danemark de 1396 à 1412.

## TUNISIE

Tunis, 15 octobre.

Depuis le 1<sup>er</sup> octobre jusqu'à aujourd'hui, il y a eu à Tunis 15 décès cholériques, ceux de 14 israélites et d'un arabe.

La municipalité prend de grandes précautions au cas où le choléra éclaterait.

Neuf cents pèlerins revenant de la Mecque sont attendus demain ; ils feront cinq jours de quarantaine dans l'île Zimra.

## CHRONIQUE DE L'ÉTRANGER

## Angleterre

Brighton, 15 octobre.

Le marquis de Salisbury, parlant ce soir dans un grand meeting conservateur, a déclaré que le gouvernement désirait sincèrement la paix et qu'il croyait que le meilleur moyen de l'assurer était d'avoir une attitude constamment prévoyante et modérée, d'exiger le respect des droits légitimes, mais d'éviter toute difficulté en dehors de ces droits.

Le marquis de Salisbury a conclu en déclarant qu'il considérait comme une nécessité le maintien de l'égale nationale.

## Portugal

Lisbonne, 15 octobre.

Une lettre du ministre des affaires étrangères recommande de prendre des mesures à l'égard de certains républicains qui conspirent, en Portugal, contre les institutions espagnoles.

## Autriche

Vienne, 15 octobre.

Au cours des débats sur l'adresse, à la Chambre des Seigneurs, le comte Taaffe, répondant aux attaques de l'opposition, a déclaré que le gouvernement veut le développement de tous les peuples de la monarchie à condition que l'unité et la puissance de l'Empire soient sauvegardées. À l'égard du maintien de la langue allemande comme langue officielle, le gouvernement estime qu'il faut se laisser guider par le point de vue des besoins pratiques de l'Etat. Le gouvernement sait parfaitement jusqu'où il peut et doit aller dans ce sens.

## Allemagne

Berlin, 15 octobre.

La chapelle de la cathédrale de Frauenbourg a tenu séance samedi, en présence du président supérieur de la Prusse orientale. Le chapitre a déclaré, avec l'approbation du gouvernement, que l'évêque Krengelz, désigné pour l'archevêché de Cologne, aurait pour successeur à Frauenbourg le docteur Kayser, prévôt du chapitre de Breslau.

On a arrêté à Berlin quinze joueurs de profession, bien connus dans les cercles de jeu, ainsi qu'à Hambourg et à Baden-Baden. Ces personnes ont été expulsées en vertu de la loi sur les socialistes. Cette affaire a fait ici beaucoup de bruit.

D'autres expulsions ont eu lieu à Berlin et dans la banlieue.

Le *Dziennik Polski* annonce que l'empereur va gracier le romancier Kraszewski, pour lequel des personnes ont placé un intérêt de raison surtout de l'état précaire de sa santé.

Le *Kourier Warszawski* annonce que l'on va interdire aux sujets allemands d'habiter dans une zone, qui sera déterminée ultérieurement, autour des places fortes. Un décret va être fixé pour la vente à l'amiable de toutes les maisons, fabriques, etc., appartenant à des Allemands, qui tombent sous le coup de la nouvelle loi.

## LES ÉVÉNEMENTS DE BULGARIE

Nisch, 15 octobre.

Le comte Bray est reparti pour Belgrade ; sa mission n'avait pas l'importance qu'on lui a attribuée. Le ministre d'Allemagne s'est borné à donner amicalement des conseils de prudence ; cette démarche n'influencera pas la décision que va prendre le gouvernement serbe.

Le roi a passé ce matin la revue des troupes cantonnées près de Nisch ; il a été fort satisfait de leur excellente tenue. 1,500 chevaux sont arrivés de Hongrie.

Constantinople, 15 octobre, soir.

La note collective, remise hier par les ambassadeurs à la Porte, accompagne purement et simplement la déclaration des puissances en réponse aux appels de la Turquie concernant la Roumélie. Voici l'analyse de cette déclaration :

Les ambassadeurs, sur la proposition de la Russie, se sont réunis pour arrêter les termes d'une déclaration en vue de sauvegarder la paix et d'éviter toute effusion de sang jusqu'à ce que les puissances aient pu se mettre d'accord.

Les ambassadeurs louent l'attitude du sultan qui cherche à sauvegarder ses droits souverains et espèrent que le sultan persévérera dans son attitude conciliante.

Ils blâment et condamnent les événements de Roumélie et déclarent les chefs du mouvement unioniste pour responsables de toute provocation susceptible de créer de l'agitation dans la province voisine. Les Bulgares sont invités à ne pas concentrer de troupes sur la frontière et à suspendre leurs armements.

La note termine en invitant les populations à rentrer dans l'ordre, car elles ne doivent compter sur aucune assistance des puissances.

Cette déclaration a été remise simultanément à Constantinople et à Sofia. Elle a produit sur la Porte une impression favorable.

Un conseil extraordinaire a été tenu aujourd'hui sur l'ordre du sultan pour l'examiner et y répondre.

Londres, 15 octobre.

M. Smith, ministre de la guerre, a pris la parole hier dans un meeting tenu à Sudbury, comté de Suffolk, et a déclaré que le but du gouvernement était de maintenir la paix en Europe, par tous les moyens en son pouvoir, d'employer toute son influence à conjurer des complications pouvant amener les armées de Russie et d'Autriche en Bulgarie et en Roumélie, et pouvant avoir pour résultat de supprimer peut-être l'empire turc en Europe.

## Lettres d'Espagne

(De notre correspondant particulier.)

Madrid, 10 octobre.

On s'est demandé quelle pouvait être la véritable raison de l'intervention peu chevaleresque de l'Angleterre dans le conflit hispano-allemand, où elle a appuyé dans une note diplomatique les prétentions de la chancellerie de Berlin. Point n'était besoin de chercher très loin. Le commerce, les affaires, business, voilà l'explication naturelle et suffisante de l'attitude du Foreign-Office dans cette question comme dans toutes les autres. Lord Salisbury a entrevu bien vite que derrière le conflit de souveraineté entre Madrid et Berlin il y avait des réalités ; il a voulu en avoir sa part. L'Allemagne visait avec clarté à obtenir d'une manière explicite et précise des avantages commerciaux, une juridiction consulaire, bref un pouvoir de fait et une liberté complète dans l'archipel des Canaries. La diplomatie anglaise, qui, dans cette très ancienne question des archipels maritimes de commerce avec l'Allemagne, a saisi le moment psychologique et a pu se prévaloir de la supériorité de sa diplomatie — de la boussole même — à la veille du règlement de la question.

Le 17 septembre, le chargé d'affaires britannique remettait au ministre des affaires étrangères du cabinet Canovas une courte note et un court mémorandum. Le mémorandum était destiné à rappeler la mémoire du président du conseil le trop fameux entretien de celui-ci avec sir A. H. Layard... en 1876. Dans cet entretien, disait l'auteur cher de la légation anglaise à Madrid, il avait signalé à M. Canovas les excès de pouvoir du consul espagnol de Madrid, pour les affaires étrangères, qui allaient commercer dans les archipels du Pacifique occidental (dont les Canaries). Ces actes avaient paru au cabinet de Londres restrictifs de la liberté de commerce, et sir Layard avait été chargé de confirmer, à Madrid, la protestation du 4 mars 1876 contre l'extension espagnole, les protestations qui avaient été faites au cabinet de Londres au sujet de l'acte d'Allexandre VI.

Ce n'est qu'après avoir pris connaissance des dossiers respectifs que lui remettaient les deux cabinets, que le médiateur pourra proposer aux parties litigantes les bases d'un accord, qu'elles conservent d'ailleurs la faculté de décliner ou de discuter, puis que le Pape n'a pas à statuer comme arbitre, mais joue seulement le rôle de médiateur.

Il est possible que certaines fies soient abandonnées à l'Allemagne. Il est presque sûr qu'un traité avantageux pour la marine et le commerce allemands sera consenti par l'Espagne. Les résultats sont prévus.

C'est en fait un motif pour rabaisser la portée considérable de la démarche qui a été faite par le Pape en médiateur, pour réduire ce rôle à celui d'un simple juriste, pour confondre l'arbitrage et médiation, et pour méler à un acte diplomatique l'infirmité de la Bulle d'Alexandre VI.

Puisque nous vivons en un temps où l'on tend à prévenir par des arbitrages les conflits armés qui sont hors de proportion avec les intérêts engagés, il n'est ni sage ni prudent de déconsidérer par avance le ministère pontifical, qui constitue, quel qu'en disent les hommes à préjugés, l'un des meilleurs tribunaux d'arbitrage possibles.

rées, un sens bien différent de celui qui leur a été prêté.

Le mémorandum rappelle que la conversation entre M. Canovas et sir Layard avait eu lieu à un point de départ correct et parfaitement défini par l'infirmité prise par le consul de Hong-Kong, sans instructions de son gouvernement : « C'est à ces actes et autres actes possibles des autorités espagnoles que faisait évidemment allusion le président du conseil, quand il a affirmé qu'il n'autorisait ni les exigences du consul de Hong-Kong, ni d'autres analogues — (ce qu'il n'a jamais autorisé depuis) — parce que le gouvernement ne considérait pas que ces actes fussent compatibles avec l'état de fait dans lequel les Canaries se trouvaient alors. »

Étant donné le tour de l'entretien, le chef du gouvernement espagnol ne croyait pas qu'il fût question d'autre chose que de l'exercice de la souveraineté relative à la liberté du commerce étranger et était loin de penser que la charge d'affaires anglaise mit sur le tapis la question même de principe que l'Espagne avait toujours résuée, et que le président du conseil, ne touchant pas à la question, n'avait pas pu la lever.

La conversation du ministre plénipotentiaire d'Angleterre avec le président du conseil, qui n'avait pas alors dans ses attributions la direction des affaires étrangères, n'a donc été qu'un simple entretien particulier, sans aucune sanction diplomatique, que le gouvernement espagnol a pu se permettre de qualifier de « conversation amicale ».

Dans ce cas, tout au moins, l'honorable sir A. H. Layard aurait dû donner lecture du mémorandum de la conversation au président du conseil, avec qui il l'avait tenue, l'habitude constante même quand on traite de sujets si importants, de s'entretenir avec le ministre des affaires étrangères d'alors, Don F. Calderon Collantes.

On croit que finalement le principe restera sauve, et dans le monde officiel, on envisage sans trop de regrets les concessions par lesquelles il faudra payer ce petit succès moral et sentimental.

## La médiation du Pape

Le choix que l'Allemagne et l'Espagne ont fait du Pape comme médiateur a eu le don d'irriter ou d'affliger plusieurs, et dans un intérêt facile à deviner, l'on se hâte de régler chaque jour que l'Allemagne et l'Espagne parviendront par des négociations directes à une entente, que le Saint-Siège n'aura qu'à consacrer. On ajoute même, après avoir mêlé l'infirmité à cette affaire, qu'à cette occasion et comme conclusion, le Pape confirmera la célèbre bulle d'Alexandre VI.

Il faut ne pas savoir en quoi consiste la prérogative de l'infirmité papale pour en prononcer même le nom à propos de l'office de médiateur dont Léon XIII a consenti à se charger.

Il faut aussi n'avoir jamais lu la bulle fameuse d'Alexandre VI pour l'appliquer au conflit actuel. Rendue à une époque où les marines espagnole et portugaise se disputaient seules l'empire des mers, elle a dérivé la chrétienté, et en particulier ces deux États, des dangereuses compétitions que devaient nécessairement susciter leurs découvertes coloniales, et elle a tracé, dans ce but, le champ d'activité de ces ambitions rivales. Parler de la bulle ou plutôt du partage opéré par la bulle à propos des Canaries, c'est oublier ou ignorer que ce document ne saurait s'appliquer à ce territoire insulaire. En serait-il autrement, la question religieuse reste encore entière, car il s'agit moins de savoir si l'Espagne a légitimement acquis la souveraineté de ces îles que d'établir quelle l'a conservée jusqu'à l'heure présente.

Tout est là. La priorité de découverte, qui fut jadis considérée comme un titre suffisant d'acquisition, n'a plus ce caractère aux yeux du droit international moderne, et n'attribuerait la souveraineté incontestable d'un État qu'à la condition d'être corroborée par une possession effective. Personne ne songe à nier qu'il y a trois siècles l'Espagne a pu se prévaloir utilement de la priorité de découverte, mais le progrès du droit des gens l'a mise dans la nécessité de confirmer son titre par une possession manifeste, évidente.

On ne non, l'Espagne possède-t-elle, au sens juridique du mot, tel que le définit le droit international, tout ou partie des Canaries ? Et en particulier, la prise de possession par l'Espagne de l'île de Yap est-elle antérieure à l'acte analogue de l'Allemagne ?

Ces deux points sont à résoudre. Il ne s'agit pas là, comme le dit un de nos confrères, de la simple solution d'une difficulté pratique : la doctrine n'éprouve sur ce chapitre aucune incertitude. Il s'agit, avant tout, d'appliquer cette doctrine aux faits. La question de fait et la question de droit sont inséparables au regard du médiateur.

Ce n'est qu'après avoir pris connaissance des dossiers respectifs que lui remettaient les deux cabinets, que le médiateur pourra proposer aux parties litigantes les bases d'un accord, qu'elles conservent d'ailleurs la faculté de décliner ou de discuter, puis que le Pape n'a pas à statuer comme arbitre, mais joue seulement le rôle de médiateur.

Il est possible que certaines fies soient abandonnées à l'Allemagne. Il est presque sûr qu'un traité avantageux pour la marine et le commerce allemands sera consenti par l'Espagne. Les résultats sont prévus.

C'est en fait un motif pour rabaisser la portée considérable de la démarche qui a été faite par le Pape en médiateur, pour réduire ce rôle à celui d'un simple juriste, pour confondre l'arbitrage et médiation, et pour méler à un acte diplomatique l'infirmité de la Bulle d'Alexandre VI.

Puisque nous vivons en un temps où l'on tend à prévenir par des arbitrages les conflits armés qui sont hors de proportion avec les intérêts engagés, il n'est ni sage ni prudent de déconsidérer par avance le ministère pontifical, qui constitue, quel qu'en disent les hommes à préjugés, l'un des meilleurs tribunaux d'arbitrage possibles.

## JOURNAUX ET REVUES

Le *National* a reçu la lettre suivante : Paris, 15 octobre 1885.

Monsieur, Lecteur assidu du *National* depuis sa

fondation, j'ai lu hier et aujourd'hui les diverses lettres que vous publiez sur les élections. Je suis entièrement de l'avis de vos correspondants.

Il est sur la liste qu'on veut nous imposer, un nom qui n'a soulevé aucune objection, ce que je ne puis comprendre, — car Paris a déjà bien assez de son conseil municipal pour donner le droit aux provinciaux de le plaquer. Ce nom est celui du citoyen Basly. Que nous veut ce monsieur ? N'avait-il pas tous les ouvriers auxquels il croit avoir rendu de grands services dans son département pour se faire élire ? Pourquoi faut-il que ce soit nous, Parisiens, qui le nommions ?

Comment expliquez-vous, monsieur, que 131,000 électeurs aient donné leurs voix à un candidat inconnu ? car je ne crois pas me tromper en disant qu'il serait difficile de trouver 10 électeurs de Paris pouvant dire en quoi consistent le savoir, le talent et les titres qui font que ce citoyen doit être envoyé à la Chambre pour y soutenir et défendre les intérêts de ses commettants qui ne le connaissent pas.

Un de vos lecteurs,

127, rue Lafayette.

Comment! le citoyen Basly ne peut pas représenter Paris ? Eh bien! est-ce que le citoyen Camellin n'est pas appelé à le représenter, et le citoyen Hude, et tant d'autres.

Le lecteur du *National* nous semble bien dégoûté.

Le docteur Desprez, membre du conseil municipal de Paris, adresse au même journal une lettre pour protester contre la composition de la liste unique. En voici un passage :

Je ne suis pas le confident de 50 à 80,000 électeurs, mais ce que je puis dire, c'est que neuf des noms au moins qui se trouvent sur la liste si chaudement recommandée par le syndicat des journaux seront impropres à représenter Paris. Nous ne voulons pas de ces hommes aux programmes impossibles, dont les exagérations seules ont provoqué le mouvement de réaction sur la majorité des électeurs de France.

Et voilà comme quoi la liste unique a rallié tous les républicains.

— Veut-on savoir comment les journaux rouges entendent le respect du suffrage universel ? Qu'on lise la *Nation* :

Renverser la République ? Qu'ils y viennent donc, même avec un Parlement arraché par surprise au suffrage !

Quelle jolie perspective de guerre civile les radicaux nous font entrevoir ! Heureusement, le pays sait comment on traite les fauteurs de ces luttes fratricides.

— La persécution religieuse est plus que jamais à l'ordre du jour. Voici ce que nous lisons dans le *Petit Provençal*, de Marseille :

La République de 1885 ne suivra pas les traces de sa devancière. Elle ne laissera pas impunies les manœuvres des hommes noirs. Après les invalidations nombreuses dictées par l'ingérence du clergé, l'expulsion des milices qui combattent pour le profit de l'Allemagne monarchique.

À bas les masques ! vous tous qui relevez de la Rome pontificale. Hors de la patrie, ceux qui ne craindraient pas d'avoir encore recours à l'étranger pour renverser les institutions existantes ! Guerre sans trêve, sans faiblesse, sans merci, sans pitié, contre l'armée conservatrice levant l'étendard de la révolte au milieu des applaudissements des Prussiens !

Républicains ! surs à la menté jénitrique !

Purgeons le territoire national de la présence d'une horde dont les intérêts s'harmonisent avec ceux de Bismarck !

Et vive la liberté !

— Hier, le *Temps* se moquait agréablement des journaux qui prétendent que les candidats républicains ont dû leurs échecs à l'infirmité ou à la trahison des fonctionnaires de la République.

Si les candidats monarchistes n'avaient gagné que quelques sièges, nous apprendrions à la rigueur qu'on expliquait ces succès par des causes de cet ordre. Mais qui ne voit qu'ils sont absolument insuffisants pour rendre raison des majorités qu'ils ont obtenues dans tant de départements et des menaces minoritaires qu'ils ont trouvées dans presque tous les autres ? A la rigueur, on croit que la République a été universellement trahie et combattue par ceux qu'on avait choisis pour la servir ? Non, ce sont là de pures raisons, dont se payent seulement les esprits qui sont décidés à ne pas comprendre, à ne pas voir qu'en réalité c'est un profond mépris qui s'est fait dans le suffrage universel.

Cela dit, le *Temps* se demande avec anxiété ce qu'on fera après :

Où, nous admettons volontiers avec M. Brisson qu'après le sort de ballottage les républicains auront dans la Chambre beaucoup cent cinquante voix de majorité. Mais cette majorité pourra-t-elle s'affirmer sur un programme quelconque ? Voilà toute une question. « Si par hasard elle ne pouvait s'affirmer, pourrait-elle gouverner et ne serait-elle pas en réalité comme si elle n'était pas ? »

C'est sans doute pour calmer les angoisses du *Temps* que le *Sicile* publie ce matin la déclaration suivante :

Le parti républicain s'est borné à prendre pour règle les indications du suffrage universel. Quand les élections seront terminées, chacun regagnera sa place, arborera son drapeau et défendra ses doctrines.

C'est la concentration que promet pour le lendemain un journal qui connaît mieux que personne tous les dessous du parti républicain. Rien ne saurait encourager davantage le *Temps* à prêcher la discipline au profit de tous les radicaux, révolutionnaires et socialistes qui composent la liste des trente-quatre.

— Rien ne trouve grâce devant le fanatisme des aveugles sectaires qui nous gouvernent, ni les services rendus, ni les vœux hautement exprimés des populations.

On écrit de Privas au *Messenger du Midi* :

Le sous-préfet de Largentière vient d'envoyer le maire de Ruoms que l'école des filles allait être laïcisée, en l'avertissant que, dans le cas où son conseil municipal s'opposerait à cette mesure de « salut public », l'administration républicaine passerait outre.

Les cours de Saint-Joseph avaient pourtant bien des droits à être épargnés, après la conduite admirable qu'ils ont tenue l'année dernière, quand le choléra vint ravager la commune de Ruoms. Pendant que les instituteurs laïques fuyaient lâchement devant le terrible fléau, les religieuses passaient les nuits au chevet des cholériques, pleurant, gardant-malades improvisées, et méritaient ainsi, par leur intrépidité dévouée, la reconnaissance de toute la population, sans distinction de croyances ni de partis.

Allons, citoyens, laïcisez ! laïcisez !

## Le rapport Spuller

Voici un extrait du rapport présenté à la Commission d'enquête parlementaire, sur la situation des ouvriers de l'agriculture et de l'industrie en France, et sur la crise parisienne, par M. Spuller :

## De la diminution du chiffre des affaires par suite du chômage

Les preuves de chômage anormal peuvent être classées comme celles d'un chômage ordinaire. On observera, toutefois, que, dans ces appréciations, dans ces évaluations, il y a toujours lieu de tenir le plus grand compte du caractère contradictoire des témoignages apportés et dont le contrôle est si difficile.

La diminution du chiffre d'affaires est évaluée par vingt-quatre témoignages, dont plusieurs sont l'expression de renseignements collectifs ; M. Brousse, dans sa déposition, a pu pouvoir s'autoriser de l'enquête faite au ministère de l'intérieur pour apprécier les pertes subies par quarante industries ; le groupe radical du onzième a donné des approximations pour deux corps d'état. Enfin, s'il faut l'en croire, un dépositaire, M. Goutant, faisait d'ordinaire 25 à 30,000 fr. de bénéfices ; il a aujourd'hui 6,000 fr. de perte (industrie des savons) ; l'association générale des ouvriers tailleurs est tombée de 192,000 fr. en 1882 à 7,000 fr. en 1883. Au-dessous de ces décits absolus, nous relevons les moyennes suivantes :

- Pertes : 66 0/0. Les patrons peintres en bâtiment, les ouvriers docteurs sur bois, peintres sur porcelaine et démolisseurs.
- 60 0/0. Les ouvriers du meuble et de la charpente.
- 50 0/0. Les ouvriers crémistes et sœurs de long ; M. Mercier, la fédération des typographes.
- 43 0/0. L'imprimerie nouvelle.
- 38 0/0. Les peintres en bâtiment, les couleurs de papiers, les ouvriers typographes



**Naufrage d'une péniche.** — Hier, vers dix heures du matin, une péniche, chargée de sable, appartenant à MM. P. Kell et C<sup>e</sup>, qui descendait la Seine, remorquée par l'*Abelle*, s'est heurtée contre une des piles du Pont-au-Change.

Une voie d'eau s'est immédiatement déclarée, et le bateau a sombré en face la cour de cassation, 2, quai de l'Horloge.

Aussitôt après le choc, le patron du bateau, qui tenait le gouvernail, voyant le danger qui le menaçait, abandonna les barres et se précipita vers la cabine, où se trouvaient sa femme et ses deux enfants, en criant au secours.

Le remorqueur ne pouvait s'arrêter, et chaque tour d'hélice faisait enfoncer davantage la péniche. Des marins se jetèrent aussitôt dans une barque et se portèrent rapidement au secours des naufragés du bateau de sable, qu'ils parvinrent à sauver, au moment où l'homme et la femme, qui tenaient ses enfants dans ses bras, avaient déjà de l'eau jusqu'à la ceinture.

Par suite du naufrage de la péniche, le service des bateaux-omnibus a été interrompu.

**Brûlure d'une glace et vol de bijoux.** — La nuit dernière, vers trois heures du matin, des gardiens de la paix en tournée ont remarqué que la glace de la boutique de la succursale du Comptoir d'horlogerie, située boulevard Sébastopol, était brisée.

Une ouverture, ratiquée dans cette glace, près du sol, a permis à des malfaiteurs demeurés inconnus de s'emparer d'un grand nombre de chaînes et de montres en or, plumes à l'étalage.

Dans leur précipitation à s'enfuir, les flics ont laissé tomber sur le trottoir une chaîne en or, dont le médaillon a été arraché.

Le concierge de l'immeuble a affirmé n'avoir entendu aucun bruit.

**Enfant brisé par une voiture.** — Le nommé Maréchal, charretier chez un marchand de charbons, était allé livrer des marchandises au n° 20 de la rue des Annelles. En son absence, quelques gamins s'amusaient à grimper sur sa voiture, et quand Maréchal redescendit, il ne s'aperçut pas que l'un d'eux, le jeune André Bidoux, âgé de dix ans, était resté assis sur la banquette de la voiture, les jambes pendantes. Maréchal se mit en devoir de faire tourner sa voiture, et, comme à cet endroit la rue est très étroite et dépourvue de trottoir, le petit Bidoux se trouva pris entre le mur de la maison et l'arrière de la voiture; il fut littéralement écrasé.

Le charretier s'empêcha de faire avancer sa voiture, mais il était trop tard et le pauvre petit avait rendu le dernier soupir.

Le corps, horriblement mutilé, a été rapporté au domicile de sa famille.

**Le crime de Villemonble.** — De nouvelles confutations ont été publiées par M. Mercier, Châteauneuf et Adèle ont en lieu hier.

L'instruction, en ce qui concerne les rapports de ces trois personnes entre elles, est désormais absolument terminée.

Maintenant, il reste pour M. Athalin à prendre une décision qui fixera le sort d'Adèle et de Châteauneuf. Comme nous le disions hier, tout permet de croire qu'ils seront prochainement remis en liberté.

Quant au débat principal, il n'aura pas lieu avant trois mois au moins, à cause des expertises qui viendront d'être ordonnées par le juge d'instruction et qui prendront beaucoup de temps.

Tous les papiers saisis à Villemonble, ainsi que ceux enlevés par Châteauneuf à sa tante et remis ensuite à la justice, vont être examinés par un expert en écritures.

D'autre part, un compte rendu assermenté vient d'être chargé de constater l'état de fortune de Mlle Elodie Ménéret au moment de sa disparition.

**Le crime de la rue Saint-Denis.** — Une confrontation a eu lieu hier, après midi, entre Coutin, l'auteur présumé du crime commis sur M. Veillard, rue Saint-Denis, et l'ouvrier menuisier qui a reconnu pour lui appartenir le marteau retrouvé dans le sous-sol.

Nous avons dit qu'au moment de son arrestation Coutin portait, près du nez et au cou deux profondes égratignures, ce qui laissait supposer que la victime avait essayé de se défendre et, qu'interrogé à ce sujet, l'accusé avait répondu : « Ce que vous voyez près du nez est une marque de naissance; quant à l'égratignure du cou, elle provient du frottement du col de ma chemise ».

Or, il ne reste plus aujourd'hui aucune trace, ni au cou ni au nez.

Interrogé de nouveau à ce sujet, Coutin a refusé de répondre et a été reconduit au Dépôt.

**Arrestation d'un escroc.** — M. Dhers, commissaire de police, vient d'être chargé par commission rogatoire émanant du parquet d'Orléans de rechercher l'identité d'un individu disant se nommer Coutin (Victor), qui a été arrêté ces jours derniers dans le Loiret, sous l'inculpation d'escroquerie.

Ce flon se faisait adresser par des négociants de Paris, à l'aide de fausses lettres de commerce, des commandes importantes, qu'il revendait ensuite à bas prix.

**Le meurtre de Clélie.** — Avant-hier soir, à l'issue d'une querelle qui s'est promue envenimée, le nommé Jérôme, demeurant passage Terzaghi, à Clélie, a reçu deux coups de couteau à la tête. Les blessures, pensées par le docteur Lehmann, ont été jugées très graves, et ont motivé le transport du malheureux à l'hôpital Bichat, où il est mort hier soir.

Le meurtrier, nommé Alphonse Delor, brigueur, et voisin de Jérôme, qui avait pris la fuite, a été arrêté hier matin à Saint-Ouen, par la gendarmerie de Clélie.

**Le Chemin de fer de Sceaux.** — Le Bulletin municipal de la Ville de Paris publie l'avis suivant :

« Le public est prévenu qu'une enquête sera ouverte à la Préfecture de la Seine (Hôtel de Ville), direction des Travaux, bureau des Travaux publics, du mercredi 13 octobre au vendredi 13 novembre 1885, sur un avant-projet tendant à la transformation de la ligne de Paris à Sceaux et à Lagny, dans le département de la Seine. « Toute personne intéressée est invitée à prendre connaissance des pièces du projet et à consigner ses observations sur le registre qui sera ouvert à cet effet, de 11 heures à 4 heures. »

## NOUVELLES MARITIMES

L'on sait qu'à la fin de ce mois, M. le contre-amiral de Saint-Hilaire, qui vient d'être nommé commandant en chef de notre division navale de la Méditerranée, quittera son pavillon sur le cuirassé la *Thétis*, en armement à Cherbourg.

A ce propos, un journal officieux du soir, qui n'a jamais marchandé son appui à tous les ministères républicains de ces dernières années, fait observer avec juste raison qu'il est regrettable de voir embarquer les officiers généraux, destinés à représenter la France à l'étranger, sur des navires démodés comme la *Thétis*. C'est un vieux bâtiment, naviguant médiocrement à la voile et à la vapeur, faiblement armé et faiblement cuirassé. Tandis que les autres cuirassés, maritimes envoient dans les mers lointaines les plus modernes, les plus modernes de leur flotte, la France y sera représentée par un bâtiment si usé que les Américains auront presque le droit de croire que nous n'avons plus de navires.

Nous prenons part à ces légitimes doléances.

Mais à qui la faute? La République toute seule. Le Tong-King et Madagascar absorbent notre puissance navale. Les meilleurs de nos cuirassés et de nos croiseurs sont d'usés la mer des Indes ou en Extrême-Orient. Ceux qui sont revenus de ces campagnes sont dans un tel état de délabrement qu'il faut de longs mois pour les réparer.

Force a donc été au ministre de la marine de faire choix de la *Thétis*. C'est à peine croyable, mais c'est la pure vérité : un seul cuirassé de station, la *Victorieuse*, est disponible à Toulon, et encore ce bâtiment n'est-il pas neuf. Pour remplacer la *Trompille*, dans les mers du Chine, il a fallu le réserver. Si donc le département de la marine avait voulu choisir un autre navire que la *Thétis*, il lui eût fallu prendre une frégate en bois, comme l'*Aréthuse*, que l'on est d'ailleurs obligé de garder en France pour relever l'an prochain la *Vénus* ou la *Rion*.

La République a mis notre marine dans un aussi bel état que nos finances.

Pour terminer, remarquons que les deux cuirassés du type *Bayard*, le *Vauban* et le *Duguesclin*, qui devraient être achetés depuis deux ans, ne sont pas encore prêts, les crédits affectés à ces constructions ayant été ou réduits ou appliqués à d'autres nécessités.

**Le Chérifon**, des Messageries nationales, est entré dans l'arsenal de Brest pour prendre des hommes et du matériel à destination du Tong-King.

D'autres bâtiments de la marine marchande sont attendus, et suivront, après les élections, la même destination.

C'est la meilleure réponse aux dires de l'agence Havas.

A ce propos, on se demande, non sans raison, pourquoi l'Etat affecte tant de navires marchands, quand il dispose de bâtiments du type *Annamite*, dont trois sont actuellement à Brest. Avec ces huit navires, une Compagnie, comme la Transatlantique ou les Messageries, eût assuré un service bi-hebdomadaire entre la France et l'Indo-Chine; trois voyages annuels pour chacun de ces grands transports n'ont, de l'avis général, rien d'excessif.

Il est coûteux de recourir à l'industrie pour assurer le service des transports militaires, mais, d'un autre côté, il faut avouer que les Compagnies entendent merveilleusement les affaires, tandis que l'Etat les comprend très médiocrement.

Ce qui est sûr, c'est que notre marine pourrait tirer un meilleur parti des transports dont elle dispose. Quand on a vu le paquebot transatlantique la *Guine* ne faire au port qu'un séjour d'une quinzaine après un voyage au Tong-King, et repartir aussitôt à la mer pour la même destination, on se demande pourquoi les grands transports

du type *Annamite* ont besoin, dans le même cas, de deux, trois et quatre mois de retards.

Quand on est aussi gêné comme la République française, on doit songer à ces importants détails.

## CHRONIQUE JUDICIAIRE

### COUR D'ASSISES DE LA SEINE

#### L'affaire Ribout

La discussion médicale terminée, l'audience appelle Mme Ribout, née Lucie Quiot.

M. le président l'accueille avec bienveillance et lui fait donner un siège.

D. — Ne nous parlez, madame, que de l'affaire de la lettre que vous a été lue.

R. — Des hommes se sont présentés chez moi. Ils ont frappé trois coups, j'ai ouvert. D. — Pourquoi ces trois coups?

R. — Parce que je suis seule. J'ai à redouter les menées de Mme David qui a déjà tenté de m'enlever les enfants, et j'ai convenu avec mon mari, mon père et mes parents, de m'ouvrir qu'à ce signal.

Ces hommes m'ont dit qu'ils venaient de la part de mon mari. Ils voulaient me parler en particulier. Après m'avoir lu une lettre à laquelle je n'ai pas compris grand chose, et comme je voulais la lire, ils m'ont déclaré qu'ils ne s'en dessaisiraient que contre argent.

D. — Ne vous ont-ils pas assigné de rendez-vous?

R. — Si. Je m'y suis rendue avec mes enfants. Là, une nouvelle histoire. Le possesseur de la lettre était soi-disant en voyage, on attendait son retour pour fixer la somme, et impatientée et comprenant qu'on en voulait aussi à mon honneur, j'ai refusé de revoir ces misérables.

D. — Ils sont revenus?

R. — Plusieurs fois, ils ont frappé, mais je n'ai pas ouvert, ils ont glissé alors sous ma porte un billet ainsi conçu : « Argent, et toujours au même endroit ». C'est alors qu'échappée, j'en ai parlé à mon père qui est allé à Mazas voir mon mari. Vous savez le reste.

Après Mlle Ribout vient le défilé des codétenus de Ribout à Mazas : ceux qui ont été plus ou moins mêlés à l'incident de la lettre et aux tentatives de chantage. C'est d'abord Stofs :

J'ai subi cinq condamnations, dit-il tout d'abord; et comme on murmure, il ajoute : la plus forte est d'un an de prison pour coups et blessures.

D. — Vous avez vu l'accusé à Mazas?

Oui. Le 15 avril, époque de ma libération, je lui ai dit : si tu veux profiter de mon départ pour porter une lettre à la femme, tu peux compter sur moi en toute confiance. Il fit la lettre. Mels dans mon pantalon, ai-je ajouté, personne ne viendra la prendre. Caillier était présent.

En sortant je suis allé avec mon ami Valland déjeuner à Montmartre. Nous avons rencontré Monsieur (sic) Touzet dans le restaurant. Je leur ai dit moi-même la mission j'étais chargé en leur disant combien ce pauvre homme était malheureux.

Touzet, qui est bien mis et qui parle mieux que moi, s'est chargé de la commission. Quand il est revenu avec Valland qui l'avait suivi, ils m'ont dit que la lettre avait été remise et déchirée.

Valland réédite l'histoire d'une partie de la lettre. On remarque dans son récit cette déclaration, qui diffère un peu des autres récits.

— Avant de monter chez la destinataire, nous sommes entrés dans un café. Là, Touzet est resté seul huit ou dix minutes, pendant que je suis allé chercher du tabac.

Mais voici le maître-chanteur Touzet.

D. — Vous êtes condamné à cinq ans de prison pour tentative de chantage.

R. — Oui. Jusqu'à présent, j'ai atténué mes dépositions, aujourd'hui, je dois dire toute la vérité.

Nous avons décaissé la lettre tous les trois et nous l'avons lue. Puis, nous avons pris nos voitures et nous sommes rendus chez Mme Ribout. Je suis monté seul chez elle. Valland et nous sommes entendus tous les deux pour écarter Stofs de l'affaire et aussi des bénéfices qui pouvaient en résulter.

Quand nous avons dit à Lucie Ribout que c'était de la part de son mari que nous apportions une lettre, elle a fait retirer ses enfants. Son émotion était grande et j'ai compris qu'elle tremblait plutôt pour elle que pour son mari. Elle m'a offert, pour avoir la lettre, de me délivrer une reconnaissance du Mont-de-Piété. J'ai refusé.

Après les divers rendez-vous où elle est venue, nous sommes retournés chez Mme Ribout. J'attendais au café près de la maison et Valland accompagné d'un ami, est monté chez elle. On n'a pas voulu leur donner d'argent. L'oncle était là, il est allé chercher des sergents de ville pour nous faire arrêter. Effectivement, je le vis re-

venir avec des agents; mais alors, Lucie tout échevelée s'est précipitée à leur rencontre et a empêché qu'on nous inquiétât.

Touzet se retire, suivi par les huées de l'auditoire.

**Un juré.** — Je demandais à Stofs comment la lettre était attachée à son pantalon.

Stofs. — Par une épingle.

Le juré. — La trace de l'épingle existe-t-elle sur la lettre qui est entre les mains de la justice?

Le président fait passer la lettre qui est au dossier, on la repasse comme elle était quand Stofs la portait, et on retrouve en effet les piqûres d'épingle.

Caillier et Martin sont ensuite entendus.

Martin est condamné à huit ans de travaux forcés. M. le président l'interroge.

**Le président.** — Avez-vous remarqué les appréhensions de l'accusé au sujet de cette lettre?

R. — Oui. La nuit principalement. Son sommeil était agité. Un jour je le vis écrire. Tiens, lui dis-je, vous faites votre correspondance? Non, me dit-il, je crains qu'une lettre que j'ai écrite tombe entre les mains de la justice et qu'on me demande un corps d'écriture pour comparer. Et alors je lui enseignais le moyen de dissimuler sa façon d'écrire.

Martin, amené par le président à parler du fameux mot *cauchemar* qui avait une signification secrète pour les époux Ribout, dit le contraire de ce qu'il affirmait l'accusation.

— Ribout, dit-il, a reçu, de sa femme, dans du pain, un billet qui lui disait ceci : si tu as écrit une lettre, réponds-moi par le mot *cauchemar*. Car, on se refuse à me la remettre sans argent.

**Me Demange** relève vivement la contradiction.

M. Gobert, expert en écritures, rend compte des résultats de son examen de la lettre. Il l'attribue à Ribout.

L'audience est suspendue. A la reprise, M. l'avocat général Harel soutient l'accusation. Pour lui, Ribout est coupable; il a signé sa propre condamnation en écrivant à sa femme. M. l'avocat général ne refuse pas à Ribout l'admission des circonstances atténuantes.

La défense présentée par Me Demange est, de l'avis de tous, très remarquable. Le défenseur, lui, ne veut pas l'admission des circonstances atténuantes. « Pas de transactions, s'écrie-t-il en terminant : l'échafaud ou la liberté ! »

Des applaudissements accueillent les dernières paroles de Me Demange.

Après une demi-heure de délibération, les jurés rendent un verdict d'acquiescement.

Ribout serre chaleureusement la main de son eloquent défenseur.

## SPORT

### COURSES A CHANTILLY

Jeudi 15 octobre.

#### RÉSULTATS

**Prix du Comételle.** — 4,000 francs. — Distance, 4,200 mètres.

1. Sa Majesté, 5/4, au baron Schickler. 2. Mahoud, 7/4, à M. Derville. 3. Duchesse, 5/1, à M. H. Jennings.

Non placé : Fromentin. Gagné d'une demi-longueur; mauvais troisième.

**Prix des Réservoirs.** — 2,000 francs. — Distance, 1,500 mètres.

1. Prudence II, 6/1, à M. Ed. Blanc. 2. Vedette, 14/1, à M. Pierre Donon. 3. Perpétuité, 4/1, à M. Michel Ephrussi.

Non placés : Kroumir, Kara-Koul, Barbary, Joyeux, Amiral, Oremus, Verglas, Carmélite, La Mazière, Gendarme, Bosco, Lèche-Frite et N. de Memphis.

Gagné d'une longueur; le troisième à une encolure.

**Prix des Tribunes.** — Handicap. — 4,000 francs. — Distance, 2,200 mètres.

1. Torrelle, 7/1, au comte de Berteux. 2. Althea, 8/1, au baron de Schickler. 3. Mineure, 6/1, au comte de Jugué.

Non placés : Diaprise, Armoricaine, Spika, Impatient, Statuette, Luteur II, Primaute et Charolaise.

Gagné de trois longueurs; le troisième à trois longueurs.

**Prix de la Forêt.** — 10,000 francs. — Distance, 1,400 mètres.

1. Barrière, 3/1, à M. Michel Ephrussi. 2. Escarboucle, 5/1, au baron Schickler. 3. Extra, 8/1, à M. Pierre Donon.

Non placés : Georgina, Vistule, Nero, Salvatus, Emile et Lauzun.

Gagné de deux longueurs; le troisième à une longueur.

hypercriste; mais comme le souvenir du baiser de l'inconnue lui était revenu à la mémoire en même temps que le sommeil l'avait quittée, elle avait éprouvé le besoin de se recueillir pour se rendre compte de ce qui s'était passé.

Et elle avait médité, rapproché les circonstances du récit du notaire qui lui revenait peu à peu dans l'esprit, son refus d'affirmer sur l'honneur qu'en effet sa naissance à elle avait coûté la vie à sa mère, et cette fois elle n'avait plus douté : sa mère vivait.

Sa mère l'avait veillée. Sa mère l'avait embrassée.

Pourquoi ce mystère dont la pauvre femme l'entourait? Cerise ne pouvait le savoir ni le comprendre; mais, évidemment, un danger existait et c'était pour elle que sa mère l'avait veillé.

Son cœur fut inondé d'une joie immense.

Qu'allait-elle faire?

Interroger Mme Maillard et miss Modeste?

Aux précautions prises par M. Maillard et par sa mère, elle comprit que ses questions resteraient inutiles; elle résolut de se taire, d'observer et d'attendre.

**Prix de Pontarmé.** — 3,000 francs. — Distance, 2,200 mètres.

1. Loretto, 5/1, à M. Ed. Blanc. 1. Fleuret, 12/1, au comte de Jugué. 3. Le Scapin, 5/2, au baron Schickler.

Non placés : Aspie, Jouteur, Bergerac, Albany, Le Vigneau, Sourire et Méphistophélès.

Dead-heat pour la première place; le troisième à trois quarts de longueur.

**Prix Petit-Couvert.** — 2,000 francs. — Distance, 1,000 mètres.

1. Artois, 8/1, à M. A. Pierre. 2. Picaie - Yourself, 12/1, au duc de Gramont. 3. Rosette, 6/1, à M. Aumont.

Non placés : Améthyste, Bonbon, Embûche, Directrice, Albert, Pouillage, Poly-eucie, N. de Rivulet, Upas, La Courbe, Bonne-Chance, Poucette, Impatient, Clotilde, Martingale, Asperge III, Suzanne et P. D.

Gagné d'une tête; le troisième à une longueur.

**AVIS ET COMMUNICATIONS**

Un brevet d'un demi-siècle!

La Pâte Epilatoire Dusser, brevetée d'invention en 1836, compte ainsi un demi-siècle de succès.

La fille des rois comme celle du paysan ont fait usage; elle a vain à son inventeur des brevets de plusieurs familles régnaient ainsi que de hautes distinctions aux Expositions.

Peu de produits en parfumerie comptent aussi glorieux succès de services, il en est peu aussi dont l'efficacité et l'utilité soient aussi bien démontrées.

Le dépôt en est établi depuis 40 ans, rue Jean-Jacques-Rousseau, n° 1.

**GAZETTE THÉÂTRALE**

**AUX BOUFFES**

Le théâtre des Bouffes est ouvert. On y a repris les *Cent Vierges*. Mme Ugalde, la nouvelle directrice, n'a monté cette pièce que pour se donner le temps de préparer sa vraie réouverture.

De nombreuses sympathies accueillent l'avènement directorial de Mme Ugalde, et il y a tout lieu d'espérer que son expérience des choses de théâtre lui facilitera le succès.

Ce soir, vendredi : A l'Opéra-Comique, *Une Nuit de Cléopâtre* (reprise de Mme Heilbron; début de Mlle Blanche Deschamps).

Lever du rideau à huit heures.

C'est lundi que M. François Coppée lira aux artistes de l'Odéon les *Jacobites*, drame en cinq actes, en vers.

M. Ritt est de nouveau souffrant. Il devait assister, mercredi, à la reprise de la *Juive*. Mais il a été repris dans la soirée de crises nerveuses qui l'obligent encore à garder la chambre.

M. Henri Fouquier annonce qu'il retire sa candidature à la direction de la Comédie-Française.

La réouverture du théâtre de la Porte Saint-Martin aura lieu le 25.

Mlle Dinelli quitte le Palais-Royal à la fin de la saison.

Elle vient d'être engagée au Vaudeville.

Le Cirque Fernando va rouvrir prochainement. Directeur, M. Louis Fernando; secrétaire, M. Georges Adam; régisseur, M. Medrano.

**G. DORANTE.**

**Jeunes Filles.** Les plus élégantes et les meilleures, pour théâtres, courses et voyages. — Maison spéciale pour la rue 7, rue de la Paix.

**MARGARITA LOECHES** Doct. en Droit. Spécialité : Droit de l'Espagne, 5, rue de la Paix.

**Grand Atlas départemental de la France, de l'Algérie et des Colonies.** 106 cartes colorées, texte contenant la matière de 10 volumes in-8°. Prix : 125 fr., payables 5 fr. par mois. — Librairie A. Pilon.

A. Le Vasseur, successeur, 33, rue de Fleury, Paris.

**Jeunes Filles.** Les plus élégantes et les meilleures, pour théâtres, courses et voyages. — Maison spéciale pour la rue 7, rue de la Paix.

**MARGARITA LOECHES** Doct. en Droit. Spécialité : Droit de l'Espagne, 5, rue de la Paix.

**Grand Atlas départemental de la France, de l'Algérie et des Colonies.** 106 cartes colorées, texte contenant la matière de 10 volumes in-8°. Prix : 125 fr., payables 5 fr. par mois. — Librairie A. Pilon.

A. Le Vasseur, successeur, 33, rue de Fleury, Paris.

**Jeunes Filles.** Les plus élégantes et les meilleures, pour théâtres, courses et voyages. — Maison spéciale pour la rue 7, rue de la Paix.

**MARGARITA LOECHES** Doct. en Droit. Spécialité : Droit de l'Espagne, 5, rue de la Paix.

**Grand Atlas départemental de la France, de l'Algérie et des Colonies.** 106 cartes colorées, texte contenant la matière de 10 volumes in-8°. Prix : 125 fr., payables 5 fr. par mois. — Librairie A. Pilon.

A. Le Vasseur, successeur, 33, rue de Fleury, Paris.

**Jeunes Filles.** Les plus élégantes et les meilleures, pour théâtres, courses et voyages. — Maison spéciale pour la rue 7, rue de la Paix.

**CHANTIER DU PRINCE-EUGÈNE** 8, boulevard Contrescarpe (Bastille). Bois mis en cave, les 1,000 kilos, 53 fr. Charbon de terre criblé, mis en cave, 54 fr.

**CHASSE AU RENARD**

Nous pensons qu'il est bon d'informer les chasseurs et les ferm



## BANQUE DE FRANCE &amp; SUCCURSALES

## SITUATION BILANCOMPTABLE

Au 15 octobre 1885

ACTIF	PASSIF
Argent monnayé et lingots, Paris et succursales.....	Capital de la Banque.....
Encaisse de la Banque.....	Bénéfices en addition au capital.....
Portefeuille de la Banque (compt.).....	Reserves Loi du 17 mai 1874.....
Obliq. du Trésor à court terme.....	Reserv. ex-banques dépositaires.....
Portefeuille des succursales : Fonds sur place.....	Reserv. immobilière.....
Fonds sur lingots monnayés.....	Reserv. spéciale.....
— sur titres.....	Billets en circulation.....
— sur valeurs.....	Arrangés de valeurs.....
— sur titres.....	Billets à ordre et récépissés.....
— sur titres.....	Comptes courants de la Banque.....
— sur titres.....	Comptes courants de Paris.....
— sur titres.....	Id. id. succursales.....
— sur titres.....	Dividendes à payer.....
— sur titres.....	Effets au comptant non disp.....
— sur titres.....	Escompte et intérêts divers.....
— sur titres.....	Escompte de lettres de change.....
— sur titres.....	Reserv. pour effets en souss.....
— sur titres.....	Divers.....
— sur titres.....	Total.....

DECOMPOSITION DE L'ENCAISSE	Au 15 oct.	Au 8 oct.
Or.....	1,132,222,633	1,132,222,633
Argent.....	1,097,183,314	1,097,183,314
Total.....	2,229,405,947	2,229,405,947

Certifié conforme aux écritures :  
Le Gouverneur de la Banque de France,  
J. MAGNIN.

En comparant les principaux chiffres de ce bilan avec ceux du bilan de la semaine précédente, on trouve les différences suivantes :

AUGMENTATION	Diminution
Portefeuille.....	23,000,000 fr.
Avances sur titres.....	2,000,000

## BILLETS EN CIRCULATION

Billets en circulation.....	46,000,000
Encaisse de la Banque.....	7,000,000
Encaisse de la Banque.....	3,400,000
Comptes-courants de la Banque.....	14,500,000
Comptes-courants de la Banque.....	4,600,000

Bénéfices de la semaine..... 749,000 fr.

## BULLETIN COMMERCIAL

BOURSE DE PARIS DU 16 OCTOBRE

(1 h. 15 soir.)

Séance calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

## COTE OFFICIELLE DU 15 OCTOBRE

(Cinq heures du soir)

PARIS

Mout-Marques (150 kilos)..... 48 50 à 48 75

Séance calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.

Dispon. 61 25 à 61 50 Nov-Déc. 62 25 à 62 50

Courant. 61 25 à 61 50 4 prem. 63 75 à 64 00

Novemb. 61 75 à 62 00 4 prem. 63 75 à 64 00

Séance de la semaine. — Calme.